



Crédit photo © EDF – Alexandre Sargos

12 Informations sur les tendances

12.1 Événements postérieurs à la clôture

Contribution au Service Public de l'Électricité (CSPE)

EDF a annoncé le 14 janvier 2013 avoir trouvé un accord avec les pouvoirs publics pour que le Groupe soit dédommagé du déficit de CSPE accumulé. Cet accord prévoit le remboursement par l'État de la créance d'EDF constituée du déficit de CSPE au 31 décembre 2012 et des coûts de portage induits. Cette créance devrait être soldée d'ici le 31 décembre 2018, selon un échéancier de remboursement progressif déterminé avec les pouvoirs publics, et sera rémunérée aux conditions de marché. Cette opération engendre un produit financier d'environ 600 millions d'euros pour EDF sur l'exercice 2012.

Par un courrier du 8 février 2013, le Groupe a obtenu l'autorisation d'affecter la totalité de la créance CSPE aux actifs dédiés à la sécurisation du financement des charges nucléaires de long terme. Conformément à la réglementation, cette autorisation a été approuvée par le ministère de l'Économie et des Finances et le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. Les actifs dédiés sont un fonds de réserve constitué par le Groupe pour sécuriser le financement de ses engagements nucléaires de long terme, dans des conditions prévues par la loi.

EDF lève plus de 6 milliards d'euros avec ses premières émissions hybrides

EDF a lancé le 24 janvier 2013 avec succès l'émission hybride de 3 milliards de dollars américains qui vient compléter les émissions déjà réalisées en euros et en livres sterling. Ces émissions permettent au Groupe de lever environ 6,2 milliards d'euros au total dans les trois devises, soit la plus importante émission hybride *corporate* jamais réalisée :

- 3 milliards de dollars avec un coupon de 5,25 %, avec une option de remboursement à 10 ans ;
- 1,25 milliard d'euros avec un coupon de 4,25 %, avec une option de remboursement à 7 ans ;
- 1,25 milliard d'euros avec un coupon de 5,375 %, avec une option de remboursement à 12 ans ;

- 1,25 milliard de livres sterling avec un coupon de 6 %, avec une option de remboursement à 13 ans.

Ces émissions ont suscité un très fort intérêt de la part des investisseurs institutionnels et ont été sursouscrites plusieurs fois. Cette forte demande est venue des États-Unis, d'Asie, du Royaume-Uni et de l'Europe continentale, permettant au Groupe de diversifier géographiquement sa base d'investisseurs.

Centrica renonce à son option dans le projet d'Hinkley Point C

Le 4 février 2013, Centrica a annoncé ne pas lever son option de 20 % dans le projet de deux EPR sur le site d'Hinkley Point au Royaume-Uni. Le groupe EDF a pris note de cette décision et comprend que le profil de cet investissement ne correspond pas aux priorités et aux attentes des actionnaires de ce groupe. EDF poursuit ses discussions avec le gouvernement britannique en vue d'établir un prix de vente de l'électricité décarbonée permettant aux nouvelles centrales nucléaires d'être compétitives. Une fois ce prix fixé, le Groupe est confiant sur le fait que le projet EPR d'Hinkley Point recueille de nombreuses marques d'intérêts de la part d'investisseurs partenaires, permettant sa réalisation.

Signature d'un accord définitif avec le groupe Total pour l'acquisition de TIGF

Le 4 avril 2013, le consortium constitué par Snam, opérateur de transport et de stockage de gaz italien (45 %), GIC, le fonds de l'État de Singapour (35 %) et EDF (20 % via ses actifs dédiés), a conclu un accord définitif avec le groupe Total pour l'acquisition de sa filiale de transport et de stockage de gaz dans le Sud-Ouest de la France Transport et Infrastructures Gaz France (TIGF). Le 5 février 2013, le consortium et Total étaient entrés en négociations exclusives pour l'acquisition de la société. La finalisation de la transaction reste soumise aux autorisations des autorités réglementaires et de concurrence compétentes.

12.2 Évolution des prix de marché de l'électricité en janvier-février 2013

Le prix du baril de brut est globalement stable par rapport à la même période en 2012 (à 114,1 \$/bl en moyenne, - 1 % par rapport à janvier-février 2012). L'impact des tensions avec l'Iran qui avaient conduit à ce niveau de prix en 2012 est aujourd'hui atténué, tandis que des perspectives économiques plus optimistes conduisent pour 2013 à des prévisions de demande plus élevées, ce qui apporte une pression haussière sur les prix.

Les prix du gaz progressent tout au long des mois de janvier et février sous l'effet de la baisse des températures et du recul des arrivées GNL sur le court terme, entraînant une sollicitation importante des sites de stockage à long terme. Ils s'établissent en moyenne à 67,7 £/therm, en hausse de 4,5 % par rapport aux deux premiers mois de 2012.

Les prix du CO₂ sont en net recul et s'établissent à 5,0 €/t, en raison de fortes incertitudes qui pèsent sur une éventuelle décision de la Commission européenne pour réguler l'excédent d'offre en quotas. Ils reculent de près de 40 % par rapport à début 2012.

Les deux premiers mois de l'année 2013 sont en baisse pour les prix charbon, qui s'établissent en moyenne à 99,8 \$/t, en recul de 13 % par rapport à début 2012. Sur le court terme, l'équilibre entre offre et demande a été extrêmement détendu du fait notamment d'importations de charbons américain et colombien à bas prix et d'une demande faible de la part des électriciens, ce qui maintient une pression baissière sur les prix à terme.

Les prix du jour pour le lendemain (*spot*) de l'électricité sur les deux premiers mois de l'année 2013 se sont négociés, en moyenne et en base, à 52,5 €/MWh en France (- 9,0 €/MWh par rapport aux deux premiers mois de l'année 2012), 43,9 €/MWh en Allemagne (- 3,3 €/MWh) et 58,8 €/MWh en Angleterre (+ 4,9 €/MWh).

La consommation française d'électricité est en net recul par rapport aux deux premiers mois de 2012, qui avaient été marqués par une importante vague de froid lors de la première moitié du mois de février. Les prix sont donc en net recul. En Allemagne, le repli de prix est moindre, le pays étant nettement moins thermosensible que la France. En Angleterre, la hausse des prix du gaz a entraîné une hausse assez marquée des prix de l'électricité.